

## VD\_FINDINFO ML / 2012 / 324 vom 14. Dezember 2012

VD Tribunal cantonal, 2012-12-14, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_ML\\_\\_\\_2012\\_\\_\\_324](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_ML___2012___324)

FR: VD\_FINDINFO ML / 2012 / 324 du 14 décembre 2012

IT: VD\_FINDINFO ML / 2012 / 324 del 14 dicembre 2012

### Regeste

MEILLEURE FORTUNE, EXCEPTION{MOYEN DE DÉFENSE}, MOYEN DE DROIT  
| 265a al. 1 LP

### Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des poursuites et faillites 14.12.2012 ML / 2012 / 324

MEILLEURE FORTUNE, EXCEPTION{MOYEN DE DÉFENSE}, MOYEN DE DROIT  
| 265a al. 1 LP

TRIBUNAL CANTONAL KD12.008979-121998 522 Cour des poursuites et faillites  
\_\_\_\_\_ Arrêt du 14 décembre 2012

\_\_\_\_\_ Présidence de M. Sauterel , vice-président Juges  
: Mme Carlsson et M. Muller Greffier : Mme Debétaz Ponnaz \*\*\*\*\* Art.  
265a al. 1 LP Vu le prononcé rendu le 8 mai 2012, à la suite de l'audience du 16 avril 2012,  
par le Juge de paix du district du Gros-de-Vaud, déclarant irrecevable l'exception de  
non-retour à meilleure fortune soulevée par Q. \_\_\_\_\_ , à Bournens, en opposition à la  
poursuite n° 5'947'780 de l'Office des poursuites du même district exercée contre lui à  
l'instance de l'Etat de Vaud , représenté par l' Office d'impôt du district du Gros-de-Vaud , à  
à Echallens, arrêtant à 180 fr. les frais judiciaires, compensés avec l'avance de frais du  
poursuivant, et les mettant à la charge du poursuivi, qui doit en conséquence rembourser au  
poursuivant son avance de frais à concurrence de 180 fr., sans allocation de dépens pour le  
surplus, vu la demande de motivation déposée en temps utile, le 15 mai 2012, par le  
poursuivi, vu les motifs du prononcé adressés pour notification aux parties le  
19 octobre 2012, indiquant qu'un recours au sens des art. 319 ss CPC [Code de procédure  
civile; RS 272] pouvait être formé contre la décision statuant sur les frais , vu le recours  
formé par Q. \_\_\_\_\_ contre ce prononcé, par acte déposé le 27 octobre 2012, concluant à  
ce que l'exception de non-retour à meilleure fortune soit déclarée recevable et admise;  
considérant que, selon l'art. 265a al. 1 LP [loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la  
faillite; RS 281.1], lorsque le débiteur fait opposition à la poursuite en contestant son retour  
à meilleure fortune, cette opposition est soumise au juge du for de la poursuite, dont la  
décision, qu'il déclare l'opposition recevable ou irrecevable, n'est sujette à aucun recours  
(ATF 138 III 44; Huber, Basler Kommentar, n. 31 ad art. 265a LP), qu'en l'espèce, le  
prononcé attaqué indique de manière correcte qu'un recours peut être déposé contre la  
décision en ce qu'elle statue sur les frais, que le recours déposé ne porte pas sur la question  
des frais, qu'il est dès lors irrecevable; considérant que le présent arrêt peut être rendu sans  
frais ni dépens. Par ces motifs, la Cour des poursuites et faillites du Tribunal cantonal,  
statuant à huis clos en sa qualité d'autorité de recours en matière sommaire de poursuites,  
prononce : I. Le recours est irrecevable. II. L'arrêt, rendu sans frais ni dépens, est  
exécutoire. Le président : La greffière : Du 14 décembre 2012 L'arrêt qui précède,

dont la rédaction a été approuvée à huis clos, prend date de ce jour. Il est notifié, par l'envoi de photocopies, à : ■ M. Q. \_\_\_\_\_, ■ Office d'impôt du district du Gros-de-Vaud (pour l'Etat de Vaud). La Cour des poursuites et faillites considère que la valeur litigieuse est de 6'630 fr. 70. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, au moins à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué à : ■ Mme le Juge de paix du district du Gros-de-Vaud. La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.